



« *L'infrastructure pour la construction de la nation et le centre industriel du Canada.* »

Allocution de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président, Banque CIBC

Devant la Chambre de commerce de Toronto

Le jeudi 1^{er} mars 2012

Priorité au discours prononcé

Merci, Sharon, de votre aimable présentation.

Il fait toujours bon de se retrouver entre amis et collègues avec lesquels on peut se pencher sur des questions brûlantes d'actualité – entre autres les perspectives d'institutions qui sont en bute à de graves difficultés, comme les banques européennes, l'économie grecque et l'incapacité des Leafs à bloquer la rondelle sur la glace.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, je suis à la Banque CIBC depuis un peu plus d'un an. Je me suis lancé en politique parce que j'ai cru avec passion dans le potentiel de notre pays. Chaque région. Chaque province. Et j'ai été ravi de m'associer à une banque qui a confiance dans le même potentiel – et œuvre pour le faire avancer.

Mon objectif aujourd'hui est de regrouper mes opinions sur les changements structurels qui ont lieu dans l'économie canadienne – en mettant l'accent en particulier sur des mégaprojets énergétiques proposés, la montée du siècle asiatique et l'érosion accélérée du potentiel industriel et de l'assise manufacturière du Canada en Ontario.

Étant donné ces forces et leurs complexes implications, quel est le meilleur moyen dont nous disposons pour dynamiser le développement économique et créer de la prospérité aujourd'hui, demain et pour les générations de Canadiens à venir.

En essayant de répondre à cette question, je commencerais par vous inviter à tenir à l'esprit les réflexions perspicaces et plutôt mémorables de l'industriel britannique Sir John Rose, ancien chef de la direction de Rolls-Royce. Lors d'une allocution présentée il y a cinq ans, il a fait remarquer qu'il n'y a que trois moyens de créer de nouvelles richesses : « On peut la déterrer quelque chose, la faire croître ou transformer quelque chose afin d'ajouter de la valeur. Sinon, on ne fait que bouger. »

Cette vérité est particulièrement appropriée à l'avenir du Canada. Avant d'aller dans cette direction, jetons rapidement un regard sur le passé, car il se rapporte à notre discussion d'aujourd'hui.

Notre pays a été bâti sur des rêves d'une ambition démesurée, d'une envergure et d'une portée colossales.

Ces rêves ont pris la forme de projets comme de la Voie maritime du Saint-Laurent, le gazoduc TransCanada, la Baie James, Hibernia, la construction de l'autoroute transcanadienne et, bien entendu, le premier et peut-être le plus impressionnant de tous – la construction du chemin de fer du Canadian Pacifique, un ruban d'acier qui a été posé en défi des éléments et malgré tous les obstacles à travers 4 000 kilomètres de montagnes, de prairies et de régions reculées quasiment impénétrables.

Chacun d'entre eux a été transformationnel en son genre et chacun d'entre eux a laissé sa marque sur le développement, le progrès et la prospérité du Canada. Chacun d'entre eux a été en son temps un exemple d'objectif partagé, de but collectif, d'engagement à la construction de la nation et à la prospérité future du pays que nous aimons.

Ces projets avaient plusieurs éléments en commun. Leur construction a duré des années, ils ont créé un nombre considérable d'emplois et ils ont eu des effets secondaires bénéfiques. Ils ont été financés avec de l'argent aussi bien du secteur public que du secteur privé, et au fil des ans, et ils ont dynamisé l'économie de régions entières. Et chacun d'entre eux a fait l'objet, à son époque, d'un examen minutieux et provoqué des débats publics, comme cela arrive à des projets qui peuvent transformer le destin d'une nation.

Le plus important de tout, ils nous ont appris qu'en étant ambitieux, en rêvant grand, il est possible d'améliorer notre bien-être collectif.

Cette période de construction de la nation n'est pas terminée.

Lors de mes déplacements dans les provinces de l'Atlantique et au Québec, j'ai parlé de l'importance économique des nouveaux projets hydroélectriques de grande envergure. Je suis retourné à Vancouver récemment et j'y ai parlé de l'importance de la construction de plusieurs couloirs pour le transport de notre pétrole brut et de notre gaz naturel au Pacifique et aux terminaux qui s'y trouvent. C'est d'une telle importance, en fait, que je crois que l'accès à la côte pacifique est dans l'intérêt national du Canada.

L'accès à la côte ouest pour nos produits énergétiques est un élément d'une importance cruciale dans le développement de notre capacité à devenir un fournisseur stratégique d'énergie à l'Asie-Pacifique en général et à la Chine en particulier.

Le déplacement de la Chine de la périphérie vers le centre de l'économie mondiale marque le début de ce qui, je crois, sera connu par la suite comme le « siècle asiatique ».

Certains estiment que d'ici à 2015, la Chine consommera 13 millions de barils de pétrole par jour. Mais voici l'élément clé – la Chine à elle seule compte pour 60 % de la croissance de la demande de pétrole. D'ici à 2050, on estime que les sept plus

importantes économies d'Asie compteront pour 45 % du PIB mondial et plus de 90 % de la croissance mondiale.

Cela signifie tout simplement que l'ascension du siècle asiatique et les exigences d'un pays qui est déjà le plus important consommateur d'énergie du monde mettront l'approvisionnement des produits de base à rude épreuve jusqu'au point de rupture.

En réponse à la demande intérieure et de l'étranger, on ne trouvera pas d'autre pays du groupe des G8 – en fait aucun autre pays du monde – qui construit des projets d'infrastructure au rythme et sur l'échelle relative du Canada. Les investissements sont considérables. Des investissements de près de 290 milliards de dollars – oui, je dis milliards – au cours des 20 prochaines années. Et la liste des projets en cours d'élaboration est impressionnante :

- Le projet du cours inférieur de Churchill à Terre-Neuve-et-Labrador,
- Le projet hydroélectrique sur la rivière Mécatina au Québec, à la suite de ceux de la Romaine et d'Eastman Rupert,
- Le projet hydroélectrique de Mattagami ici en Ontario,
- Le projet de Connawappa au Manitoba,
- Le projet hydroélectrique du Site C en Colombie-Britannique,
- En Alberta, l'augmentation de la production des sables bitumineux de 1,5 million de barils par jour à un niveau durable de 3,5 millions de barils par jour,
- Les terminaux de gaz naturel liquéfié sur la côte ouest,
- Le projet de valorisation de pétrole lourd de NorthWest Upgrade à Edmonton,
- L'oléoduc Keystone XL vers les États-Unis, et
- La construction du gazoduc Northern Gateway à la côte ouest.

Pris ensemble, ces projets d'infrastructure planifiés alimenteront la prochaine étape du développement économique du Canada et de création d'emplois. Ils représentent un élément économique d'une importance fondamentale pour notre pays dans l'ensemble – et pour la plupart des provinces de la fédération.

Cette liste des possibilités dans l'infrastructure est souvent considérée comme une liste des possibilités d'investissement régionales et provinciales. Je tiens cependant à souligner aujourd'hui que cette liste représente une occasion nationale d'exploiter nos ressources, de créer des emplois, de renforcer notre secteur manufacturier et de tirer profit de la robustesse de notre collectivité financière. Cela ne concerne pas uniquement la Colombie-Britannique. Ou l'Alberta. Ou même le Canada Atlantique. Cela concerne le Canada et c'est l'histoire d'un énorme potentiel.

C'est une histoire qui a eu des répercussions dans tout le pays. Dans le Canada Atlantique. En Alberta et en Colombie-Britannique.

Mais peut-être dans une moindre mesure en Ontario.

On pourrait se demander pourquoi.

Considéré isolément, cela pourrait être tout simplement malencontreux – mais la vérité, c’est que cette province est aussi confrontée à de graves difficultés économiques. Le rapport de Don Drummond a présenté en détail le déficit structurel de l’Ontario et il nous donne une idée des choix difficiles que nous aurons à faire. Au début de cette semaine, la Banque CIBC a publié un rapport qui indique les effets de la valorisation du dollar canadien sur l’assise manufacturière de cette province.

Les chiffres sont éloquentes. Il y a une dizaine d’années, le secteur manufacturier contribuait à hauteur de 20 % au PIB de la province. De nos jours, seulement 15 %.

En 2001, le Canada a dégagé un excédent commercial de 20 milliards de dollars dans le secteur automobile. L’an dernier, nous avons enregistré un déficit commercial de 12 milliards de dollars.

Ce qui est peut-être le plus révélateur dans tout cela, c’est que la croissance du PIB en Ontario a été à la traîne du reste du pays pendant neuf années de suite – depuis que le dollar a entamé sa longue remontée vers la parité. La vigueur de notre dollar a sapé les efforts de l’Ontario pour maintenir ses exportations de produits manufacturés et soutenir la concurrence avec le marché américain.

L’une des réalités fondamentales du 21^e siècle pour le Canada et pour l’Ontario, c’est que les produits de base que nous avons en abondance dans notre pays – et qui le resteront – sont en forte demande dans les pays émergents d’Asie. Notre dollar ne va pas se mettre à baisser de sitôt. Ces anciens emplois dans le secteur manufacturier ne reviendront pas.

La question que l’on se pose est donc la suivante : Qu’allons-nous faire? Comment donner un regain de vie aux perspectives de l’Ontario et diriger la province vers un avenir plus prometteur?

Le débat ne fait que commencer, mais il y a trois choses dont je suis absolument certain. Il nous faut mettre nos atouts à profit pour aller de l’avant. Le Canada doit avoir un solide centre industriel et exceller dans le secteur manufacturier, et les gouvernements ont un véritable rôle à jouer pour que cela se réalise.

Laissez-moi expliquer.

Nous devons tout d’abord prendre conscience de nos atouts et les mettre à profit pour aller de l’avant.

Les principaux atouts de l’Ontario sont entre autres le rôle de Toronto comme capitale économique et financière du Canada, le centre du Groupe TMX et de la Bourse de croissance TSX. Toronto est, pour ces raisons, bien placé pour tirer profit de la croissance des pays émergents, et de leur demande de ressources.

Il se peut que certains d'entre eux vous aient entendu Peter Munk parler des perspectives d'avenir de cette ville.

Dans un discours prononcé l'an dernier lors d'un dîner offert par la Banque CIBC à l'industrie minière, M. Munk a décrit les similarités entre Toronto aujourd'hui et Londres au 19^e siècle, lorsque les banques et les sociétés d'investissement de cette ville ont joué un rôle de premier plan dans la collecte des capitaux pour l'expansion des chemins de fer, la construction de ports et des travaux connexes dans le monde entier.

Il a signalé que le Canada se trouve face à des possibilités comme un pays n'en trouve que rarement – la possibilité de faire un bond en avant prodigieux pour établir Toronto comme la prochaine capitale financière du monde pour le secteur qui aura le plus grand besoin de capitaux durant le 21^e siècle – le secteur minier.

Il est facile et même enthousiasmant de suivre la façon de penser de M. Munk : pour satisfaire les besoins de l'Asie, il faudra construire plus de mines, domestiquer davantage de sources d'énergie. Pour construire ces mines et ces projets énergétiques, il faudra mobiliser des sommes colossales de capitaux du monde entier au moyen d'une source crédible – de préférence une source qui possède des compétences sans pareil dans le domaine des ressources et de longs antécédents en matière de financement de tels projets.

Qui mieux que Bay Street?

Comme M. Munk l'a fait remarquer, le Canada dispose de tous les éléments nécessaires pour être au centre du système bancaire mondial. Nos institutions sont solides. Nos systèmes réglementaires et juridiques sont respectés et ont fait leurs preuves. Et nous jouissons d'une réputation de fiabilité et d'intégrité.

Qui mieux que les banques du Canada pour lever et mobiliser les capitaux requis? En plus, qui mieux au monde dispose de meilleures connaissances techniques enracinées, remontant à plusieurs générations, au sujet des mines, de l'énergie et des ressources qui aideront à déterminer ce que sera l'avenir?

Deuxièmement, nous ne pouvons pas abandonner la partie. Nous avons brillé pendant des générations dans le secteur manufacturier et notre avenir réside dans notre capacité à recentrer l'assise manufacturière de l'Ontario vers des possibilités à forte valeur ajoutée.

J'ai parlé au début de mon discours du point de vue de John Rose au sujet de la création de richesse. Lorsque j'étais ministre de l'Industrie, j'ai eu la chance de le rencontrer. Après avoir vu son pays perdre des millions d'emplois pendant des décennies dans le secteur manufacturier, il s'est fait connaître comme le champion réfléchi du développement d'un robuste secteur manufacturier national et à forte valeur ajoutée.

Il a refusé de capituler pendant que d'autres en Grande-Bretagne déployaient toute leur éloquence au sujet d'une économie postindustrielle qui ne produirait que des idées et

dans laquelle cette tâche plutôt ingrate de production de biens serait laissée à d'autres moins chanceux.

Il a fait valoir – et à juste titre, à mon avis – que même dans notre monde transformé, une économie moderne est en fait une économie équilibrée dotée d'un portefeuille d'activités commerciales. Cette même économie moderne a besoin d'un élément manufacturier dynamique, avec un contenu appréciable de recherche et de technologie, ancré dans l'application pratique des sciences, l'innovation et la propriété intellectuelle.

Il y a dans cela une leçon pour le Canada, et pour l'Ontario.

J'ai présenté au début de mon discours la liste extraordinaire des projets d'infrastructure qui seront construits au Canada au cours des années à venir. Ce sont collectivement parmi les plus importants investissements en capital qui seront entrepris dans le monde entier au cours des 20 prochaines années. Et plus que la construction tout simplement, où mieux mettre sur pied les éléments à forte valeur ajoutée nécessaire qu'ici en Ontario?

Qui est mieux équipé que les travailleurs de cette province pour fabriquer les chaudières à vapeur, les turbines et les composants électroniques?

Prenons les sables bitumineux comme exemple. Ils sont plus qu'une précieuse ressource dont nous bénéficions – ils représentent un remarquable succès canadien comme accomplissement scientifique. En l'espace de 25 ans, nous sommes passés du laboratoire et de simples théories à des méthodes efficaces d'extraction et de récupération des sables bitumineux à des opérations d'envergure mondiale qui produisent 1,5 million de barils de pétrole par jour.

Outre l'Alberta, l'Ontario profite déjà plus que toute autre province de la production des sables bitumineux. On estime qu'au cours des 25 prochaines années, des entreprises énergétiques domiciliées en Alberta achèteront 55 milliards de dollars de biens et de services de l'Ontario.

Ces chiffres ne sont pas négligeables.

En outre, les sables bitumineux représentent l'un des moteurs de la croissance économique de notre pays – au vu des 20 milliards d'investissements annuels envisagés cette année, l'année prochaine et au cours de chaque année d'un avenir prévisible. L'Alberta ne dispose pas à elle seule de la capacité industrielle pour satisfaire la demande dans le secteur manufacturier. Tous les chefs de direction d'entreprises énergétiques du Canada vous expliqueront que la plus grande difficulté à laquelle ils font face est de trouver de nouvelles capacités manufacturières. Voici donc l'occasion pour l'Ontario de trouver de nouveaux débouchés pour sa fabrication de métaux, ses services d'ingénierie et bien plus.

Ce ne sont pas tout simplement les sables bitumineux. Le Canada possède ce dont le monde a besoin – de la potasse, du pétrole, du gaz naturel, de l'uranium, du cuivre, du fer

et du nickel. Nous n'avons aucun intérêt à nous contenter d'être de simples bûcherons et porteurs d'eau. Nous pouvons, en revanche, être les meilleurs producteurs de services à valeur ajoutée dans les secteurs de l'énergie et des ressources, et nous devons nous efforcer de l'être.

En troisième et dernier lieu, du moins pour aujourd'hui, les gouvernements doivent faire des choix judicieux pour encourager le développement du secteur manufacturier de l'Ontario.

Qu'est-ce que je veux dire par là?

Je veux dire que notre pays a besoin d'une politique industrielle exposée bien clairement. Dans ce but, le Canada et ses provinces doivent mettre conjointement au point un système éducatif et d'apprentissage qui sera mieux en mesure de fournir aux secteurs manufacturier et des ressources les connaissances spécialisées dont ils ont besoin. Cela signifie également une importance continue sur les compétences techniques que les nouveaux immigrants apportent à ce pays.

Nous avons besoin d'un engagement plus important et de plus grande portée à l'endroit de la science et de la technologie, et une détermination rigoureuse de tirer un meilleur parti des investissements que nous effectuons dans ce domaine.

Les pays doivent se rendre compte que les pays se livrent concurrence et qu'il y a dans le monde actuel toute une foule d'autres options pour la localisation d'investissements à forte valeur ajoutée. Il nous faut faire en sorte de prendre les bonnes décisions pour nous garantir et conserver ces investissements ici. Les gouvernements disposent de leviers – ils devraient les utiliser.

Les gouvernements doivent aussi comprendre que même si un contexte de faible fiscalité est essentiel, une politique fiscale judicieuse ne suffit plus à elle seule pour garantir un avantage compétitif. N'importe quel pays peut manipuler sa politique fiscale. D'autres pays, y compris les États-Unis, sont en train de nous rattraper.

Nous avons par conséquent besoin d'une approche d'une plus longue portée et mieux intégrée pour encourager les investissements au Canada.

Nous avons besoin d'une main-d'œuvre qualifiée, d'investissements dans l'infrastructure urbaine et culturelle, et d'institutions qui encouragent l'innovation qui aidera l'Ontario et le Canada à se distinguer comme des destinations attrayantes pour des investissements et la création d'emplois.

Je voudrais vous laisser avec une dernière pensée avant de terminer... il est impossible de bâtir le succès sur la pureté idéologique au 21^e siècle. Un gouvernement ne peut plus se contenter de dire : « Il n'y a absolument aucun rôle pour nous dans le commerce mondial. »

La réalité, c'est que les gouvernements d'autres pays jouent un rôle actif, et souvent direct, pour développer l'activité économique et influencer leurs performances dans le marché.

Si on regarde autour de soi, il n'est pas difficile de voir les effets des entreprises d'État, des fonds souverains et des interventions massives, souvent mal avisées, des gouvernements comme cela se faisait autrefois. Si le Canada veut prospérer dans le marché mondial, il doit se battre pour gagner. Nous ne pouvons pas avoir une mentalité de boy-scout.

Les difficultés contre lesquelles bute l'Ontario sont réelles et considérables. La fondation économique traditionnelle de la province s'est considérablement érodée, influencée dans une très grande mesure par des forces mondiales qui définissent le monde moderne. Il n'y a pas de simple solution, pas de tonique facile. Il y a, en revanche, des mesures que l'on peut adopter, le potentiel que l'on peut poursuivre et des atouts que l'on peut développer davantage.

Les bonnes possibilités économiques du Canada résident dans notre capacité à mobiliser les marchés financiers pour financer nos possibilités exceptionnelles dans l'infrastructure.

Et faire en sorte que nos fabricants canadiens ont la capacité et le soutien nécessaires pour tirer profit de ces possibilités.

L'intégration de chacun de ces éléments aidera à propulser la croissance économique du Canada – et faire en sorte que nous prêtions attention à l'avertissement de John Rose de ne pas tout simplement « bouger ».

Mesdames et messieurs, tout commence par le leadership. Le leadership dans nos secteurs de l'infrastructure et de l'énergie, le leadership dans notre secteur manufacturier, le leadership dans notre collectivité financière et, oui, le leadership parmi nos gouvernements et nos politiciens.

La Banque CIBC a ses racines dans cette grande ville. Elle a ouvert sa première succursale sur la rue Yonge l'année de la naissance de notre grand pays. Elle a grandi avec le Canada – en suivant le chemin de fer du Canadien Pacifique à l'Ouest, en ouvrant des succursales le long de la voie ferrée pendant que notre pays parvenait à maturité, gagnait confiance en elle-même et investissait dans son avenir.

La construction d'une province ou d'une nation n'est jamais une tâche aisée. Elle exige de l'engagement et du courage. Elle exige de la persévérance et de l'ingénuité en périodes d'épreuves. Elle exige du leadership et de la détermination en périodes de difficultés.

Le Canada se trouve actuellement au seuil d'une nouvelle période de croissance et de développement – une période de prospérité qui pourrait durer pendant que nous

exploitons nos ressources, diversifions nos marchés, reconstruisons notre assise manufacturière et nous réorientons vers de nouvelles possibilités d'affaires.

Nous ne devons jamais oublier que la construction de notre pays se poursuit. Nous ne devons pas oublier que ce travail continu de construction de la nation est la tâche qui nous a été confiée.

Merci beaucoup.